

SAINT-PIERRE

Réunion Référents Risques

19/03/2024

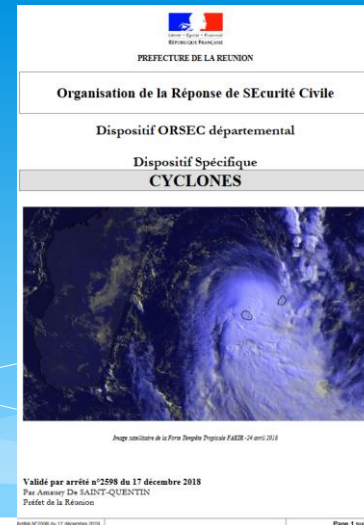
Retex gestion cyclonique lien avec le réseau sentinelle



1/ Préparation cyclonique :

rappels du dispositif

Départemental Spécifiques Cyclones



	ORSEC974 - D.S. - CYCLONES
6 FICHE D'AIDE A LA DECISION	
6.9 MAIRES	

Composantes	Actions - Intervenants - Destinataires
	Intersaison
Compte rendu	Remettre au Préfet (EMZPCOI) et au Sous-Préfet, de toutes modifications des moyens propres à la commune (Plan communal de sauvegarde). Ces informations sont communiquées au plus tard pour le 31 octobre de chaque année
Liaisons	Vérifier l'état des moyens d'alarme et de liaisons Prendre les contacts nécessaires avec France Télécom S'adresser à la gendarmerie pour pallier toute défaillance du réseau France Télécom Faire appel , si nécessaire, aux réseaux radio des pompiers, de la préfecture ou de la sous-préfecture.
Contrôles	S'assurer que les responsables des services communaux de sécurité connaissent les consignes qu'ils ont à appliquer.
	Avant le début de la saison cyclonique
Élagage	Veille à faire respecter les obligations d'élagage, notamment sur et à proximité des fils téléphoniques et lignes électriques
Stocks de denrées	S'informer des stocks de denrées de première nécessité disponibles chez les commerçants
Moyens d'alerte et d'hébergement	Adresser, pour le 31 octobre de chaque année, au Préfet (EMZPCOI) et au Sous-Préfet : - l'état actualisé des moyens d'alerte propres à la commune, - la liste des locaux retenus comme centre d'accueil ou d'hébergement (nature, capacité, possibilité de cantine) avec indication de leur numéro d'appel téléphonique.
Moyens	S'assurer que les moyens prévus au plan communal de sauvegarde sont effectivement disponibles et en état de servir.
	En période cyclonique
Colonies et centres de vacances	Adresser au Préfet (EMZPCOI) et au Sous-Préfet, avant le début des vacances scolaires (entre le 15 novembre et le 30 avril) la liste des colonies et centres de vacances devant fonctionner dans la commune en indiquant : • leur emplacement et la nature des locaux, • le nom du responsable de la colonie et les moyens de liaisons dont ils disposent (numéro de téléphone), • les moyens de transport et d'hébergement disponibles dans l'éventualité d'une évacuation.
Information	Informes le personnel des services communaux de sécurité du danger cyclonique et du déclenchement de la Pré-alerte Cyclonique Mobilise les bénévoles de la réserve communale de sécurité civile (s'il en dispose)
Hébergement Et Centres de vie	S'assure • que les locaux prévus pour l'accueil, les soins et l'hébergement de sinistrés peuvent être utilisés aussitôt que nécessaire ; • que les clés de ces locaux sont disponibles ; • que des réserves d'eau potable, de denrées et de produits d'hygiène de première nécessité peuvent être rapidement mises en place ; • Le responsable du centre de vie contacte l'ARS OI afin de rendre compte de la disponibilité des personnels du centre.
Liaisons et Transmissions	Contrôle le fonctionnement des liaisons et transmissions tant entre la mairie, les sous-préfectures, et la Préfecture, qu'avec les mairies annexes

	ORSEC974 - D.S. - CYCLONES
6 FICHE D'AIDE A LA DECISION	
6.9 MAIRES	

Information	Informes le personnel des services communaux de sécurité du danger cyclonique et du déclenchement de l'alerte orange cyclonique Mobilise les bénévoles de la réserve communale de sécurité civile (s'il en dispose)
Hébergement	S'assure • que les locaux prévus pour l'accueil, les soins et l'hébergement de sinistrés peuvent être utilisés aussitôt que nécessaire ; • que les clés de ces locaux sont disponibles ; • que des réserves d'eau potable, de denrées et de produits d'hygiène de première nécessité peuvent être rapidement mises en place.
Centres de vie	S'assure • que le responsable du centre de vie est présent sur place ; • que le local prévu à cet effet peut être utilisé aussitôt que nécessaire - Prévenir la préfecture de tout changement ou toute difficulté ; • que le groupe électrogène est opérationnel ; • que les barrettes de prises multiples sont en nombre suffisant ; • que les lits picots sont sur place et en nombre suffisant ; • que les réserves d'eau potable, de denrées alimentaires, de produits d'hygiène de première nécessité peuvent être rapidement mises en place ; • qu'un numéro de téléphone de secours est dédié ; • des que les malades (autonomes pour leurs soins et nécessitant une continuité énergétique) sont acheminés vers les centres de vie : - que les organismes prenant en charge les malades sensibles ont bien envoyé le technicien et le matériel prévus ; - de la présence des personnels bénévoles de la Croix Rouge ;
Liaisons et Transmissions	Contrôle le fonctionnement des liaisons et transmissions tant entre la mairie, les sous-préfectures, et la Préfecture, qu'avec les mairies annexes Diffuse le passage en Alerte Rouge cyclonique par tous les moyens propres à la commune, dès réception du message ou du communiqué diffusé par REUNION 1 et les autres médias.
PC mairie	À l'annonce de l'Alerte Rouge cyclonique, demande à son personnel de rejoindre, sans délai le PC de la commune (PCO)
Mesures de Sécurité	Dès que le PCO est activé, informe le COP et le PCO d'arrondissement
Liaisons	Prend toutes mesures de sécurité et de sauvegarde qu'impose la situation, et en informe le sous-préfet.
Renseignements	Maintient les liaisons et le renseignement dans la commune (avec les écarts notamment), et avec les centres opérationnels et notamment le PCO d'arrondissement.
Compte rendu	Centralise les renseignements sur la situation dans la commune.
Secours	Remettre au PCO d'arrondissement de la situation en précisant les interventions estimées urgentes.
Information	Organise (si nécessaire) les premiers secours dans la commune dans le cadre du plan communal de sauvegarde.
Compte rendu	Engage les moyens communaux dans le cadre de l'alerte rouge cyclonique, si les conditions météorologiques le permettent
Bilan	Diffuse la fin de l'alerte cyclonique par les moyens propres à la commune et signale à la population les perturbations subsistantes et les précautions à prendre.
Assistance Relieuse	Remettre au sous-préfet d'arrondissement et au Préfet de la situation dans la commune Confirme ultérieurement dans un rapport chiffré les dommages causés : - au secteur public en distinguant : commune, département, Etat ; - au secteur privé : habitat, cultures et élevage, industrie et commerce Prépare (si nécessaire) une assistance religieuse des victimes sur place

	ORSEC974 - D.S. - CYCLONES
6 FICHE D'AIDE A LA DECISION	
6.9 MAIRES	

En application des articles L. 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales le **maire peut, dès lors que la menace cyclonique a été annoncée par Météo France et si la situation locale l'exige, décider de l'application des mesures des alertes orange cyclonique et rouge cyclonique**. Il en rend compte immédiatement au Sous-Préfet d'arrondissement et au Préfet. De même, chaque maire peut également, après le passage du cyclone et la levée de l'alerte rouge cyclonique, compte tenu de la situation dans sa commune, **prendre des mesures spécifiques adaptées** (maintien de la fermeture des établissements scolaires) en l'absence ou en complément des mesures préfectorales à caractère départemental ou intercommunal.

Toutefois, la décision de passer à une autre phase d'alerte reste de la compétence exclusive du **Préfet**

Rappel du rôle des maires dans l'organisation des secours : La loi confie au maire (Article L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) le soin de **prévenir par des précautions convenables et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux**, tels que les inondations, éboulements, avalanches ou autres accidents naturels. Lorsque le sinistre dépasse les limites d'une commune, les opérations de secours sont coordonnées dans le cadre du PLAN ORSEC Départemental. Par ailleurs, l'article L. 2214-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ajoute qu'« en cas de danger grave ou imminent, le Maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Le maire est donc le responsable permanent de la sécurité des populations de sa commune.
Il lui appartient :
- de prendre les mesures de sauvegarde en cas de menace et de diriger les opérations de secours, lorsqu'elles sont à l'échelle de sa commune et des moyens habituellement mis en œuvre dans le cadre communal,
- de provoquer l'intervention du Préfet lorsque le sinistre ou la catastrophe dépasse le cadre de sa commune ou les moyens habituellement mis en œuvre dans le cadre communal.

Le maire peut, afin de faire effectuer des travaux urgents d'intérêt collectif en pareilles circonstances, réquisitionner des personnes, des services et des biens. Dans ces conditions, les frais occasionnés par les opérations de secours sont à la charge de la commune bénéficiaire.

2/ Préparation cyclonique : armement du PCS (code couleur spécifique aux « cellules »)

PCS ST PIERRE



AIDE pour consulter, imprimer et mettre à jour et TESTER le PCS

RESPONSABILITES Maire / Préfet

R731-3 du C.S.I. :

DICRIM : [web](#) / [pdf](#)

RISQUES LOCAUX

VULNERABILITES LOCALES

DISPOSITIFS D'ALERTE, D'INFORMATION ET DE SAUVEGARDE

ANNUAIRE ET LIENS INTERNET

RESERVE COMMUNALE DE SC

R731-4 du C.S.I. :

Gérer le risque ou affronter une crise ?

Cyclone 

Vents forts et inondations 

Sanitaire 

Littoral 

Mouvement de terrain 

Transport des matières dangereuses 

Peux 

Séisme 

Volcan  (à construire)

EVENEMENT IMPREVU

Situation de CRISE à

ANNEXES PCS :

FICHES REFLEXES intervenants

FICHES PRATIQUES

Centre de vie

Centres d'hébergements

Moyens humains

Moyens matériels

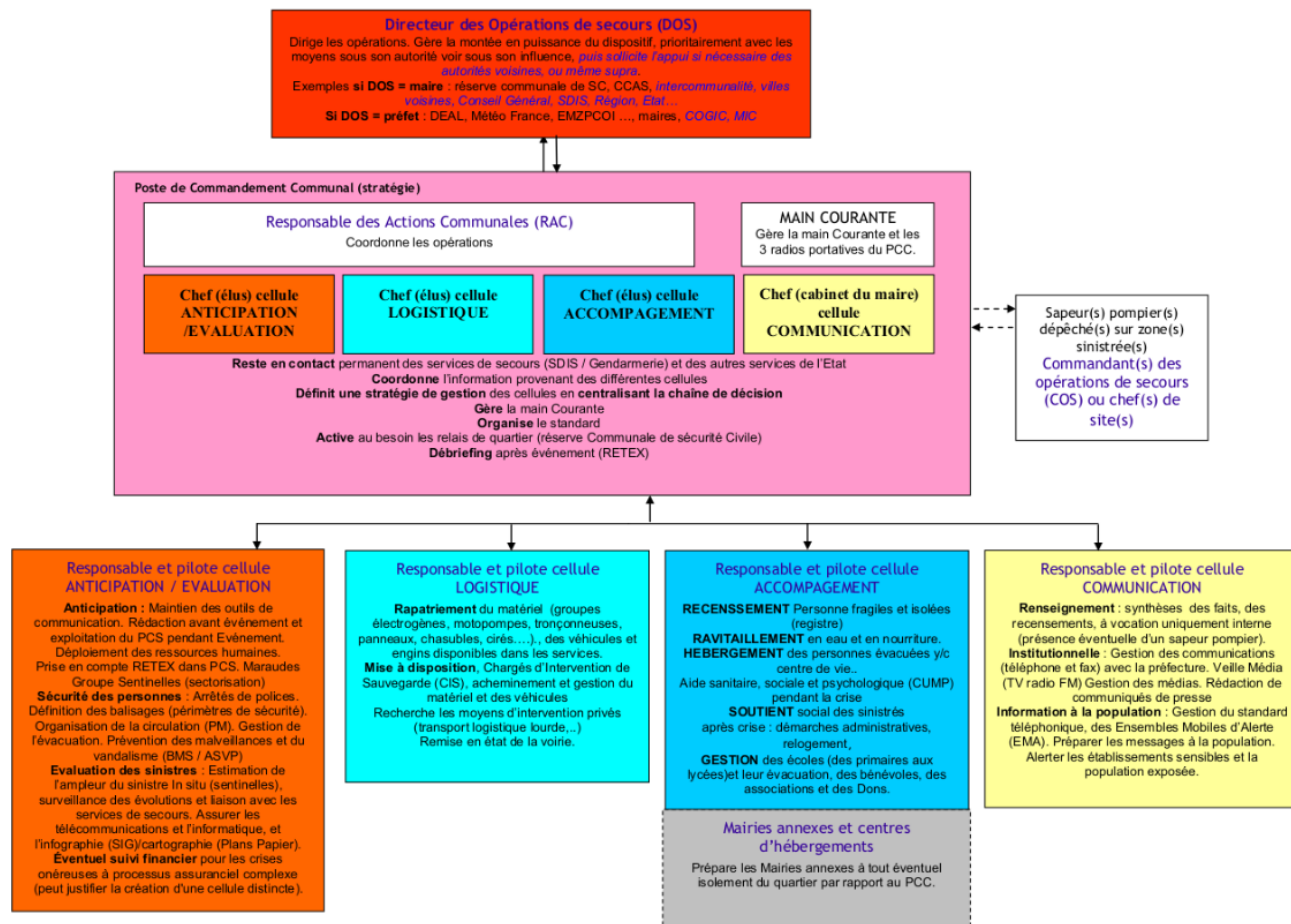
Infos locales/carto (PLU/PPRI/réseaux...)

Gestion POST CRISE / EVENEMENT

Glossaire

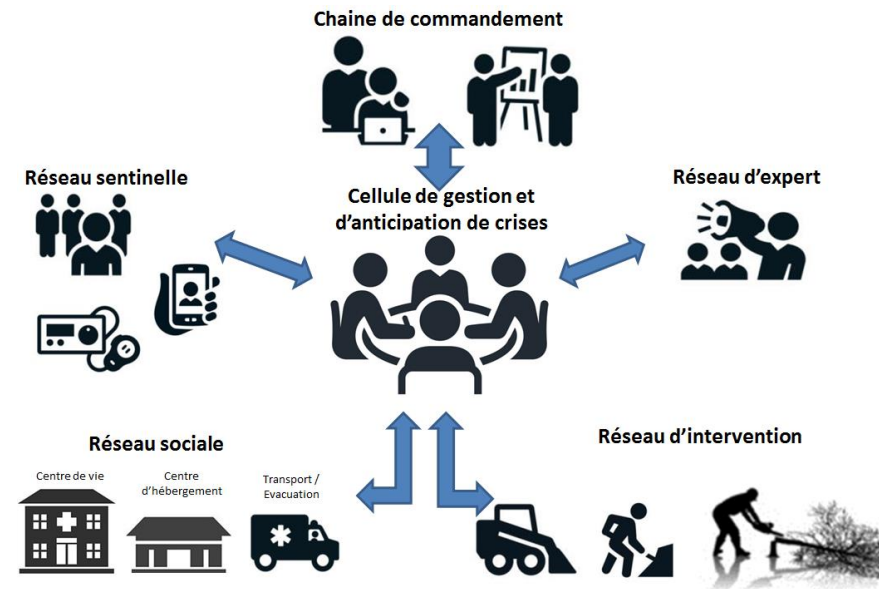
Fichier sur NAS

ORGANIGRAMME PCS ST PIERRE (missions premières)



Cette organisation...

- * Dans les situations d'urgence, il est important d'être opérationnel à travers une « main courante » depuis les appels reçus, les interventions urgentes à réaliser et celles à programmer ultérieurement.
- * Chaque agent tel une abeille apporte sa contribution à la chaîne de commandement.



3/ Préparation cyclonique : armement du PCS (code couleur spécifique aux « cellules »)

PCS ST PIERRE



AIDE pour consulter, imprimer et mettre à jour et TESTER le PCS

RESPONSABILITES Maire / Préfet

R731-3 du C.S.I. :

DICRIM : [web](#) / [pdf](#)

RISQUES LOCAUX

VULNERABILITES LOCALES

DISPOSITIFS D'ALERTE, D'INFORMATION ET DE SAUVEGARDE

ANNUAIRE ET LIENS INTERNET

RESERVE COMMUNALE DE SC

R731-4 du C.S.I. :

Gérer le risque ou affronter une crise ?

Cyclone 

Vents forts et inondations 

Sanitaire 

Littoral 

Mouvement de terrain 

Transport des matières dangereuse 

Peux 

Séisme 

Volcan  (à construire)

EVENEMENT IMPREVU

Situation de CRISE à

ANNEXES PCS :

FICHES REFLEXES intervenants

FICHES PRATIQUES

Centre de vie

Centres d'hébergements

Moyens humains

Moyens matériels

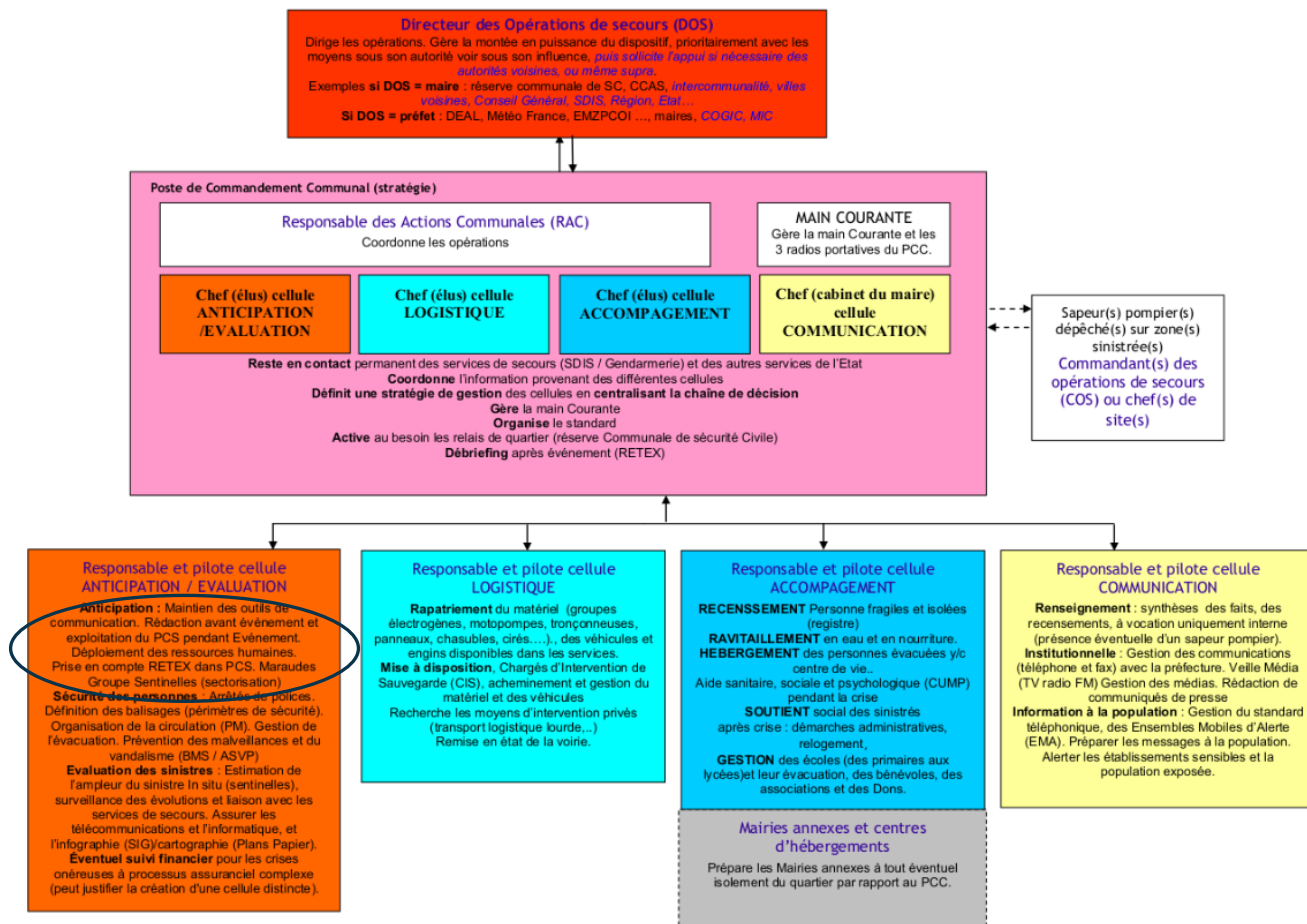
Infos locales/carto (PLU/PPRI/réseaux...)

Gestion POST CRISE / EVENEMENT

Glossaire

Fichier sur NAS

ORGANIGRAMME PCS ST PIERRE (missions premières)



4/ Gestion cyclonique : L'importance des sentinelles, leurs moyens de communications, avec le PCC, les CIS...

PCS ST PIERRE



AIDE pour consulter, imprimer et mettre à jour et TESTER le PCS

RESPONSABILITES Maire / Préfet

R731-3 du C.S.I. :

DICRIM : web / pdf

RISQUES LOCAUX

VULNERABILITES LOCALES

DISPOSITIFS D'ALERTE, D'INFORMATION ET DE SAUVEGARDE

ANNUAIRE ET LIENS INTERNET

RESERVE COMMUNALE DE SC

R731-4 du C.S.I. :

Gérer le risque ou affronter une crise ?



Sanitaire

Littoral

Mouvement de terrain

Transport des matières dangereuses

Feux

Séisme

Volcan (à construire)

EVENEMENT IMPREVU

Situation de CRISE à

ANNEXES PCS :

FICHES REFLEXES intervenants

FICHES PRATIQUES

Centre de vie

Centres d'hébergements

Moyens humains

Moyens matériels

Infos locales /carto (PLU/PPRI /réseaux...)

Gestion POST CRISE / EVENEMENT

Glossaire

Fichier sur NAS

4. FICHE REFLEXE du groupe Sentinelles :

Les sentinelles ont pour objet la surveillance de, tout le réseau routier (communal et autres), des réseaux divers (eau/EDF/télécommunications), des bâtiments publics (centre de vie / d'hébergement / mairie annexe / gymnases / salles des fêtes communales) et équipements intéressant la gestion de crise.

Identité du chef de groupe « sentinelles » : formateur Corré Jérôme (0692 62 68 92) suppléant et superviseur : Nativel Alexandre (0692 91 01 06)

Identité sentinelle RDC haut (Mouniapi) : (0692 68 07 81) Angama Gwenael ; suppléant :

Identité sentinelle Bois d'Olives/ Pierrefonds : (0692 91 00 68) Veletchy Charles ; suppléant :

Identité sentinelle Ligne Bambou / RD400 : (0692 91 01 24) Gordin Daniel ; suppléant :

Identité sentinelle Centre-ville / RPIMA / CHU : (0692 91 11 08) Panchbaya Ibrahim ; suppléant :

Identité sentinelle Ligne Paradis / Luspot : (0692 63 71 17) Laurent Doro ; suppléant :

Identité sentinelle Mont Vert / Boissy : (0692 91 14 02) RIVIERE Olivier ; suppléant :

Identité sentinelle BP / GB / Terres-Saintes : (0692 91 01 06) Nativel Alexandre ; suppléant :

Objectifs :

- 1- Par des **maraudes** dans son secteur défini, la sentinelle permet à chaque **administré**, de RESTER le « plus longtemps possible » le **1^{er} acteur de la sécurité civile**. C'est en France un **devoir** de chacun qui va de pair avec le **droit à la liberté**, devoir qui doit s'exercer toutefois sans **imprudence** (« en bon père de famille » au sens Code Civil).
- 2- Ce « bon père de famille » doit pouvoir passer le relais de la sécurité, (si ce n'est au préfet), au moins au maire (sentinelle + Chargé d'Intervention de Sauvegarde) responsable d'une prévention collective devenant alors publique (**police administrative**). Lui permettre (lui ou un voisin) au besoin de **donner l'alerte** en prévention d'un accident (sauvegarde en centre d'hébergement / ... / ?), ou à défaut d'**appeler les secours** en cas d'accident.
- 3- Faciliter par tout moyen l'**intervention des secours pour minimiser les conséquences d'un accident** (aiguiller les services de secours, porter main forte...).
- 4- Demander au besoin l'appui d'un **Chargé d'Intervention de Sauvegarde** et logistique requise au PCC, afin de se libérer au plus vite et retourner à ses maraudes car la veille qu'elles opèrent permet d'anticiper au mieux toute **perte de moyens de communication** essentiels à la **sauvegarde**.

Maîtres-mots : VIGILANCE / moyen de communication (routes encombrées/radios/téléphonie dépendant de l'électricité) / équipement spéciaux (centre de vie / d'hébergement / postes source / ...) / un citoyen sans ses moyens ne peut que s'en remettre au maire (ou au préfet) qui peut dès lors rapidement voir la situation hors de contrôle.

5. FICHE REFLEXE d'un Chargé d'Intervention de Sauvegarde (CIS):

Les CIS ont pour objet la remise en état en urgence, de, tout défaut jugé important par le groupe sentinelles et le PCC sur, le réseau routier (communal **et autres** avec leurs gestionnaires), les réseaux divers (eau/EDF/télécommunications), les bâtiments publics (centre de vie / d'hébergement / mairie annexe / gymnases / salles des fêtes communales) et équipements intéressant la gestion de crise

FICHE REFLEXE CIS :

Intervention :

Identité du chef de groupe « CIS » : Corré Jérôme formateur (0692 62 68 92) suppléant et superviseur :

Identité du titulaire :

Identité du suppléant :

Objectifs :

- 5- Permettre à chaque **administré**, de RECOUVRE le « plus rapidement possible » son rôle de **1^{er} acteur de la sécurité civile**. C'est en France un **devoir** de chacun qui va de pair avec le **droit à la liberté**, devoir qui doit s'exercer toutefois sans **imprudence** (« en bon père de famille » au sens Code Civil).
- 6- Ces « bon pères de famille » pourront dès lors intervenir à nouveau aux côtés du maire (si ce n'est du préfet) par les actions « coup de poing » menées par le Chargé d'Intervention de Sauvegarde diligent sur place. Ces administrés pourront à nouveau (eux ou leurs voisins) au besoin **donner l'alerte** en prévention d'un autre accident (sauvegarde en centre d'hébergement ?),
- 7- ou à défaut d'**appeler les secours** sur nouvel accident.
- 8- Dégager par tout moyen d'intervention communale, l'accès aux secours pour atténuer les conséquences éventuelles d'un accident (coordination sur place des moyens logistique, locaux...).

Maîtres-mots : Juste proportion de l'intervention en lien à la police administrative et l'urgence

Le réseau SENTINELLES :

composés d'agents communaux expérimentés en binôme habitant dans les quartiers :

- ils quadrillent le territoire régulièrement,
- ils ouvrent et ferment, les radiers, tronçons de voies, parkings et gèrent les déviations...
- ils scrutent tout défaut des moyens de communication (pour appeler à l'aide et pour recevoir des secours),
- ils restent toujours en lien avec le PCC, pour déclencher les interventions requises dans les limites du possible

En cas d'isolement de quartier, ils rejoignent (avec leur radio UHF) les élus de quartiers en mairie annexe et/ou au(x) centre(s) d'hébergements

Les moyens de communication :

- * Des radios UHF portatives en plus des GSM classiques (pour les sentinelles, quelques centres d'hébergement)
- * Une base fixe au PCC
- * 2 antennes radio fixes avec relai (batterie) sur mairies annexes Montvert et Ligne des Bambous pour suppléer toute coupure téléphone / GSM et couvrir la commune.



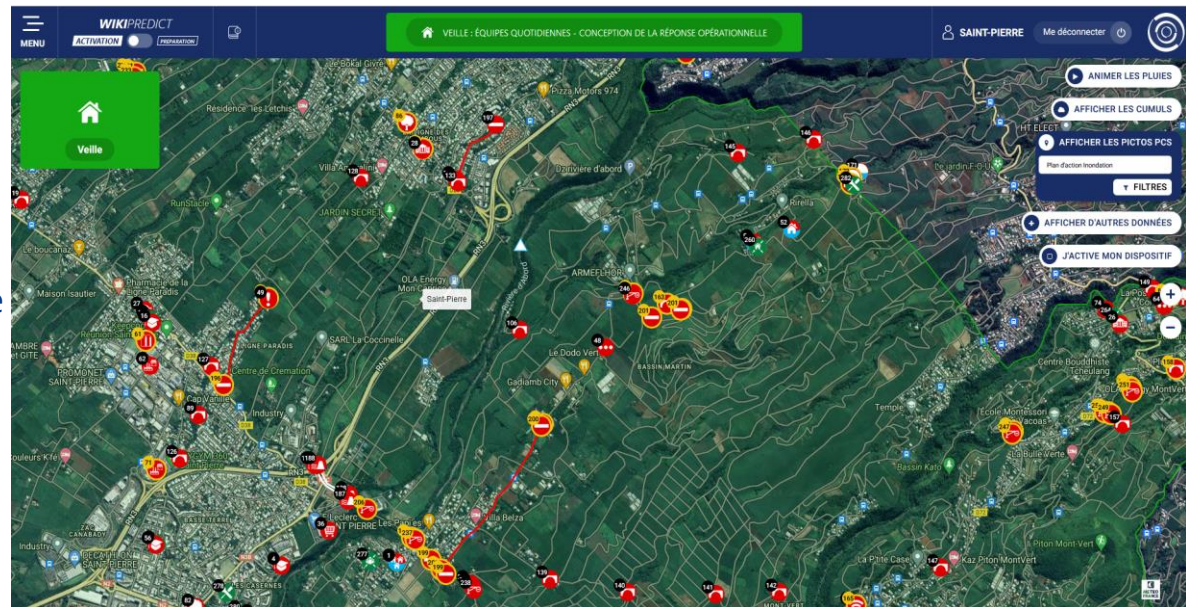
Nécessité d'un chef de groupe sentinelle

- * **Réactive** le réseau sentinelle à l'approche d'un événement (Cyclone / forte pluie / houle...)
- * **Coordonne** les sentinelles en maraude
- * **Restitue au PCC des actions engagées** : par les réseaux de communications: téléphone portable, réseau sociaux (WhatsApp/Wikipredict), radio UHF, etc.
- * **Gère** les ressources humaines (valorisation du personnel impliqué)
- * **Débriefe** après chaque événement

5/ Des outils de gestion à disposition du PCC

- * Contrat Predict Service (sms / appels / accueil téléphonique d'astreinte)
- * Page Wiki- predict en lien avec des groupes WhatsApp par thèmes (communication / hébergement intendance / correspondant EDF...)

- * Gestion main courante
 - radiers ouverts et fermés
 - Inondations
 - situations critiques autres (MVT)
 - danger : poteau / arbre / fil à terre
 - gestion centres d'hébergement
 - ...



Exemples de réactions : Belal (video d'illustration)

- * **Sur problème nouveau :**

- Ouvrage GEMAPI (gestion CIVIS)
- MVT à la parcelle (rédaction AM)
- Arbre couché / poteaux ou câble EDF à terre (correspondant tempête)

- * **Sur problème connu :**

- Pré-positionnement de pelles mécaniques, de GBA, mobilisables par Accords-Cadres en cours
- Évacuations habitants connus comme vulnérables (fiche pratique Bassin-Plat / AM)

Difficulté en réaction à vif pour rédiger des arrêtés parfaitement pertinents

Besoin de structurer la gestion des interventions TIC sur poteaux partagés

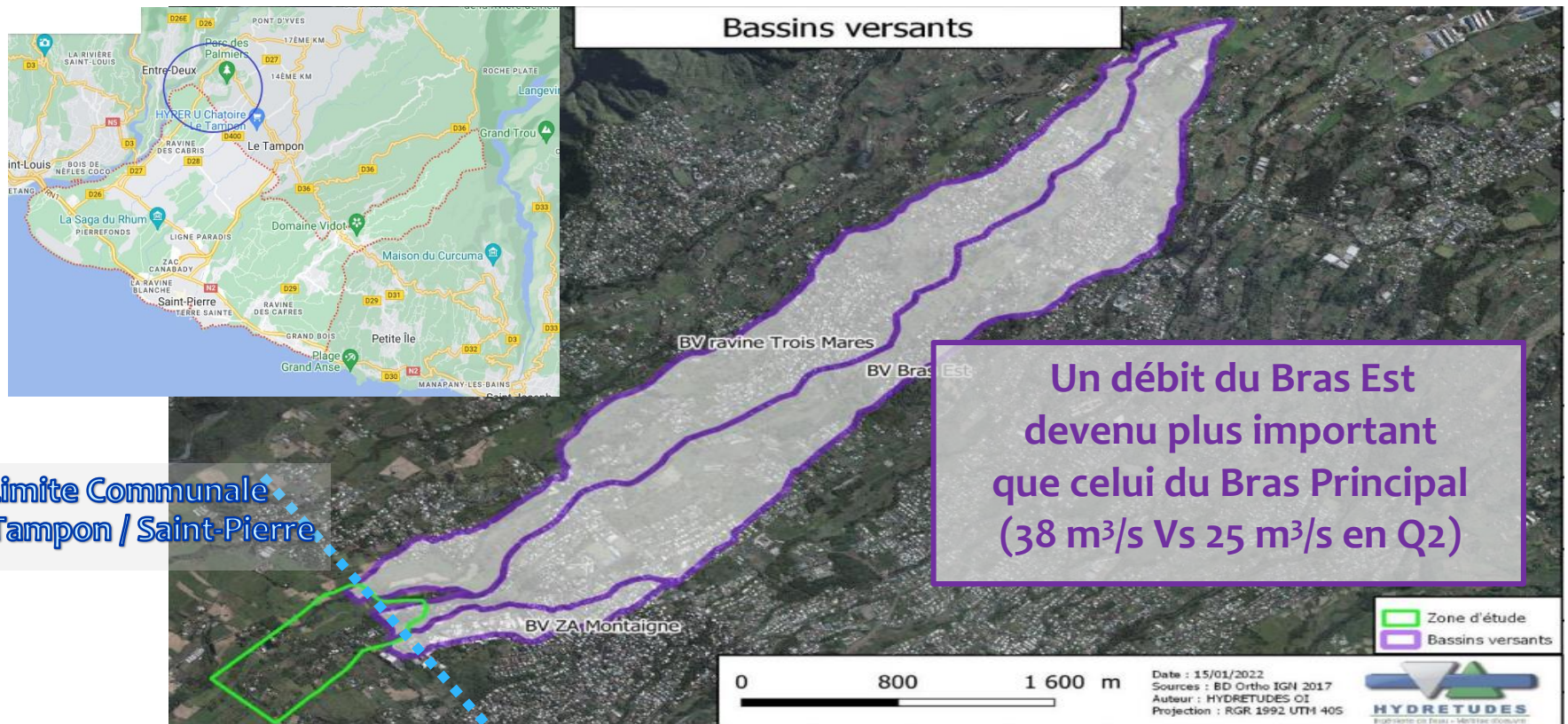
Réseau d'experts (interne et externe)

- * Externe GEMAPI (CIVIS) :
- * Affouillement des berges de la rivière d'abord à Bassin Plat : mise en place d'une protection des berges en rive gauche



6/ des points noirs **récurrents** sur Bras Est Ravine Trois Mares

Éléments déclencheurs - des débits de
plus en plus importants issus de l'amont



1ere réactions (ancienne) des propriétaires situés à l'aval pour se protéger



Cordon rocheux obstruant le lit mineur du Bras Est : digue de dévoiement



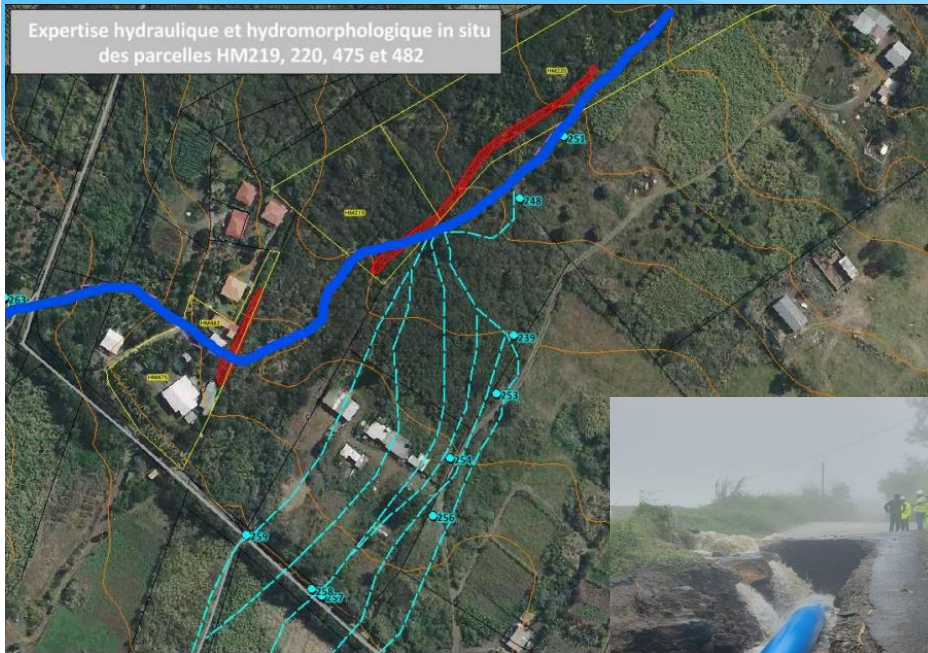
Blocs basaltiques et dalle de béton obstruant le lit mineur

N^{ème} Réactions en chaine d'un propriétaire situé à l'aval du 1^{er}, encore pour se protéger



Enrochement récent

Résultat – des axes d'écoulement totalement modifiés impactant des voies et même l'eau potable (DN 700mm)



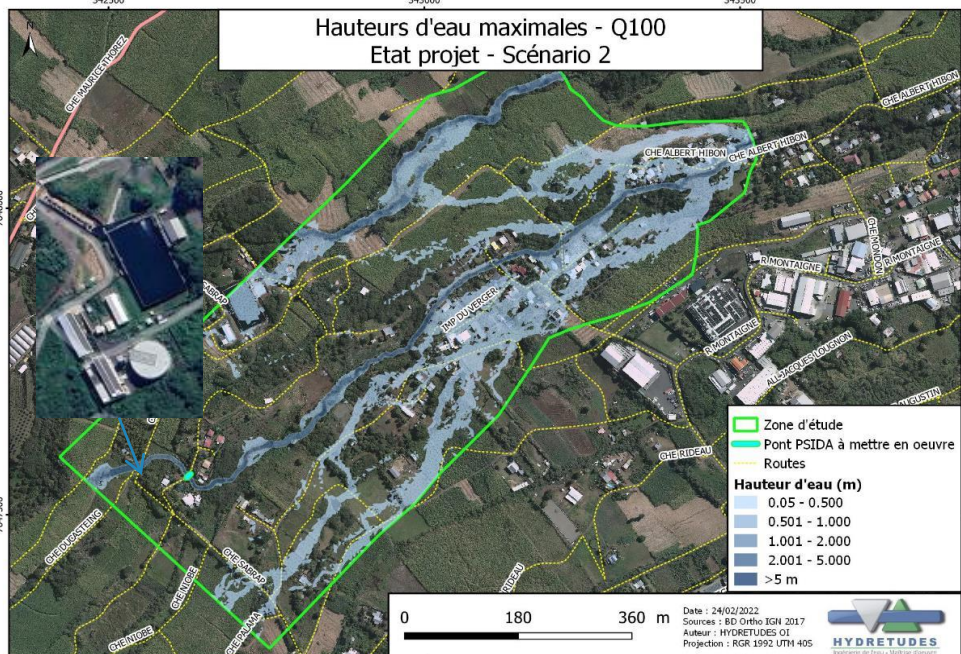
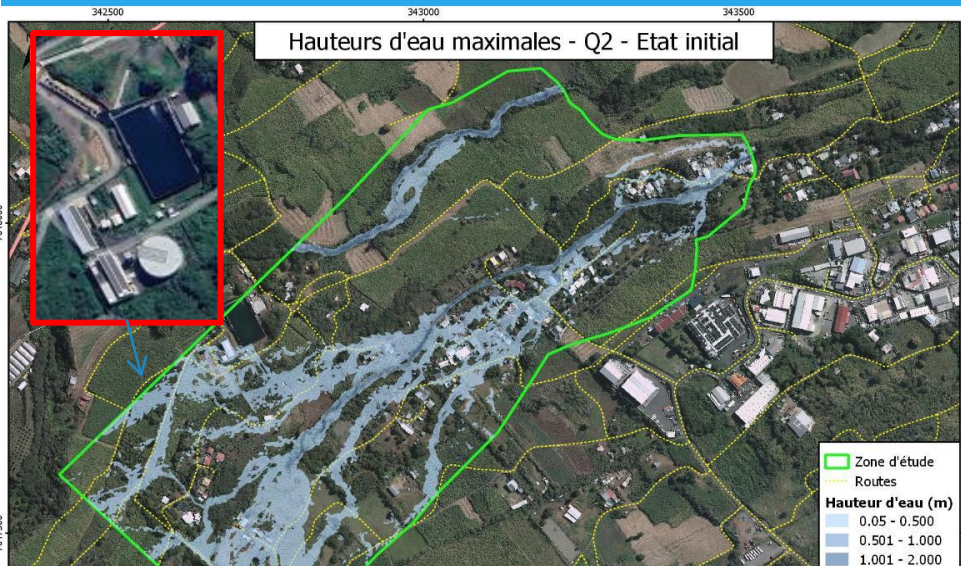
Le cadre d'action de la Commune de Saint-Pierre

Quelle Légitimité ?

- * En première approche, c'est aux riverains concernés de se défendre au titre du code civil, (y/c sur les ravines ayant basculé du DPF en DPE de l'Etat)
- * Face au nombre de riverains concernés et aux enjeux de sécurité, la ville est intervenue :

Intérêt à agir pour non-respect du code l'urbanisme dans le cadre d'un référé « remise en état **sans délai** » requalifié en référé « expertise » (durée 1 an) par le tribunal,
- * Réalisation d'un **diagnostic hydraulique** puis d'une **étude de faisabilité** sur le périmètre d'étude (limité à la zone des désordres).

Les résultats des études



- * Des débits amonts de plus en plus conséquents,
- * Mise en évidence de l'inondabilité de la nouvelle usine de potabilisation de Dassy (dessert plus de 40 000 personnes) dès la Q2 (**non identifié au PPR approuvé**)
- * Coûts des travaux de correction : **3M€**

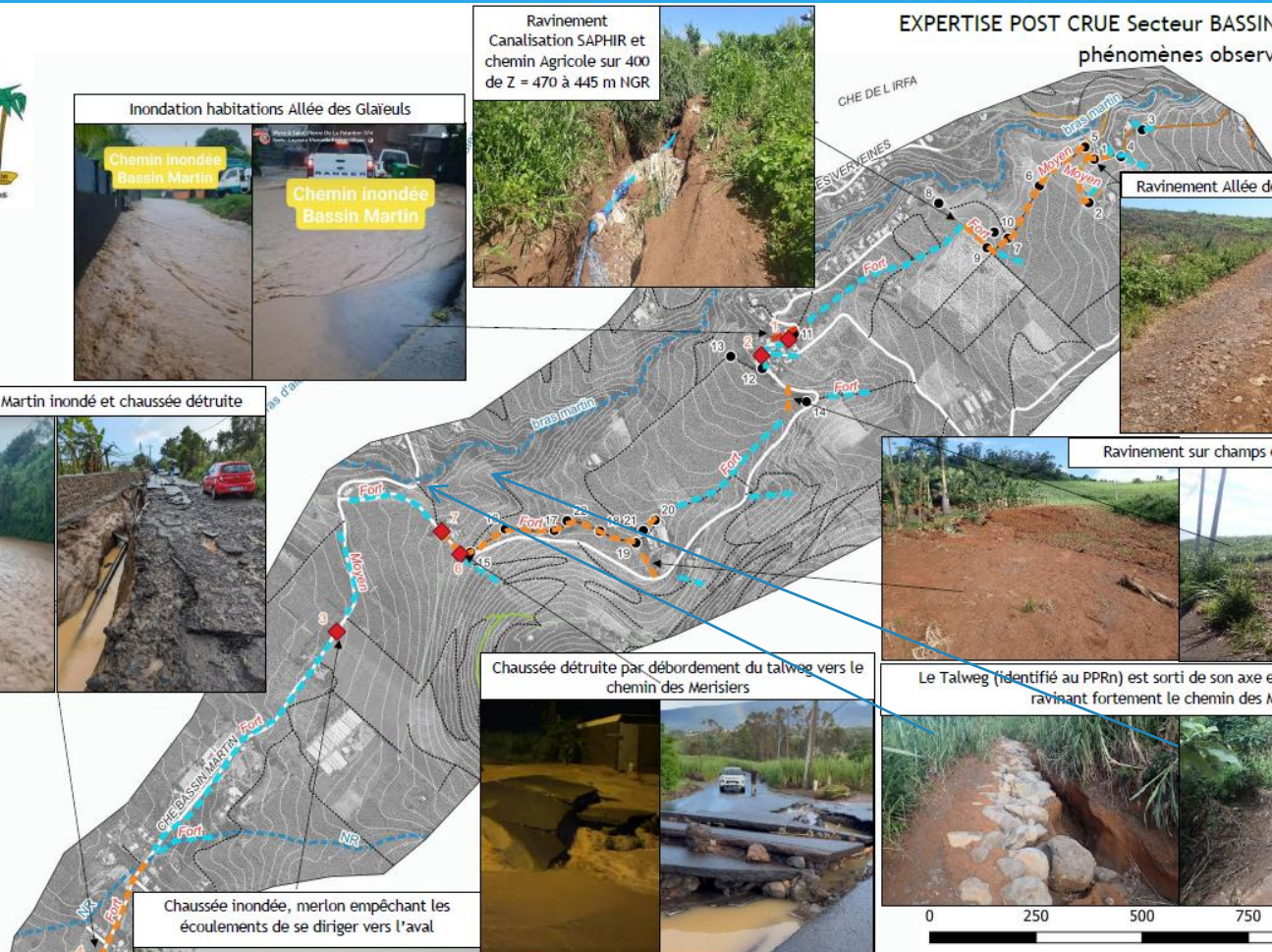
Encore de nombreuses incertitudes :

- Mise en œuvre d'une partie des travaux sur le territoire communal voisin et sur des parcelles PRIVEES en zone agricole (**servitude ppr, interdiction d'accès et prescribilité**),
- Travaux complémentaires à mettre en œuvre pour rétablir les écoulements en aval afin de garantir la non-aggravation : **2M€**,
- Nécessité de garanties sur la stabilité des débits amonts compte tenu de l'urbanisation de la ville voisine,
- Quid des procédures réglementaires pour ces **dysfonctionnements hydrauliques** ?

7/ des points noirs **nouveaux** sur Bras Martin un scénario similaire récent



EXPERTISE POST CRUE Secteur BASSIN MARTIN : Carte des phénomènes observés (28 Janvier 2024)



CHEMINS	ROUTES	Bassin_Martin_Phénomènes_Hydrauliques
..... Chemin	Quasi-autoroute	Ecoulement
..... Sentier	Route à 1 chaussée	Inondation
..... CN_5m_Le_Tampon	Route empierrée	Ravinement / Erosion
..... CN_5m_Saint_Pierre	Bassin_martin_Observations_riverains	Photos_GPS_06_02_2024
--- Hydrographie		

Besoin de définir en urgence un cadre d'intervention partagé

- * De nombreuses situations similaires sur les ravines parfois partagées par 2 communes
- * Des débits amonts de plus en plus conséquents et des réactions en chaîne incontrôlables des propriétaires à l'aval
- * Des axes d'écoulements modifiés et imprévisibles à chaque forte pluie qui divergent de ceux référencés au PPR qui visent pourtant des événements centennaux
- * Des populations gravement mises en danger initialement non concernées par les risques prévisibles
- * Des dépenses insoutenables de réparation répétitives des ouvrages publics et privés qui se cumulent à ceux des travaux de correction.

Face à cette complexité, comment agir vite, ensemble et dans quelle proportion pour rétablir et stabiliser des écoulements au droit des aléas tels qu'ils sont prévus dans les documents de planification ?

8/ Radier Bassin Plat :

une voie de communication se révélant essentielle à la résilience

Constat

- * Un axe de circulation non busé mais pourtant stratégique pour les déplacements du bassin du Grand Sud : un flux de plus de 10 000 véhicules/jour transite par le radier de Bassin Plat,
- * La route Hubert Delisle CD3 qui restera sensible avec ses radiers submersibles et ses éboulis post pluie,
- * Un trafic routier congestionné depuis Saint-Joseph, des secours d'urgence empêchés (caserne des pompiers, SMUR, CHU SUD à proximité), des producteurs exsangues, une activité économique paralysée pendant plus de 15 jours après BELAL.

Besoin urgent et fondamental de rétablir les voies de communication routières prioritaires immédiatement à la fin des pluies intenses mais sans busage ce radier est resté fermé tant que les pluies de développement diurne n'ont pas cessé (jusqu'en début février).



Merci de votre attention

